

## Maroc/19e anniversaire de la fête du Trône à Libreville

### Des relations au beau fixe !



S.E. Abdellah Sbihi s'adressant...



...aux hôtes du Royaume du Maroc.

Rudy HOMBENET A.  
Libreville/Gabon

La soirée commémorative, organisée au sein du nouveau complexe diplomatique marocain, a vu la présence du vice-président de la République, Pierre-Claver Maganga Moussavou, parmi les convives du Royaume.

LA communauté marocaine du Gabon a célébré avec faste, mardi dernier, le 19e anniversaire de l'intronisation de sa Majesté le roi Mohammed VI, emboîtant ainsi le pas à leurs compatriotes du Royaume, la veille.

Lieu des réjouissances au Gabon, le magnifique nouveau complexe diplomatique sis à la Sablière, dans la commune d'Akanda.

Parmi les convives, des Gabonais et autres amis du Maroc. Au premier rang de ces invités, outre la ministre déléguée auprès du ministre des Affaires étrangères, de la Coopération, de la Francophonie et de l'Intégration régionale Clotilde Chantal Boumba Louey, des personnalités comme le vice-président de la République, Pierre Claver Maganga Moussa-

vous, la présidente de la Cour constitutionnelle Marie-Madeleine Mborantsuo, le gouverneur de la province de l'Estuaire, Léonard Diderot Moutsinga Kebila, le ministre d'État en charge de l'Habitat Michel Menga M'Essone, de l'Agriculture et de l'Élevage en charge du programme Graine, Biendi Maganga Moussavou, le ministre d'Etat en charge de la Défense nationale, Etienne Massard Kabinda Makaga, ainsi que de nombreux diplomates accrédités au Gabon.

Dans son propos de circonstance, le plénipotentiaire marocain, Abdellah Sbihi, a souligné l'importance de cette fête qui "renvoie au renouvellement du pacte d'allégeance et au raffermissement des liens indéfectibles et multiséculaires qui unissent le peuple marocain et ses souverains". Il est longuement revenu sur les points saillants du discours du roi Mohammed VI prononcé le dimanche 29 juillet 2018, la veille de cette commémoration, dans la ville d'Al Hoceima, capitale du Rif.

**RENFORCEMENT** \* Dans cette allocution télévisée où il a appelé le gouvernement à prendre des me-



Coupeure du gâteau d'anniversaire avec les autorités gabonaises.

sures sociales d'urgence en faveur des populations, notamment en matière de santé et d'éducation, le souverain chérifien a plaidé pour "une refonte en profondeur de l'action publique et la mise en place d'un nouveau contrat social pour le Maroc", non sans rappeler le rôle des partis politiques qui "doivent assumer pleinement leur rôle en renouvelant leurs méthodes de travail (...)". Le roi du Maroc a enfin établi "un diagnostic fin du déficit social qui nécessite une mobilisation de toutes les forces vives", en appelant à "une action vigoureuse du gouvernement". Evoquant les relations entre Libreville et Rabat, le

diplomate marocain a rappelé qu'elles ne souffrent d'aucune ambiguïté. Elles se seraient, selon lui, renforcées par différentes actions menées rien qu'en cette année 2018. Citant en exemple l'implantation de la Fondation Mohammed VI des Oulémas africains au Gabon, en partenariat avec le Conseil supérieur des affaires islamiques du Gabon (CSAIG), pour lutter contre l'extrémisme et le fanatisme religieux.

Sur les plans social et sanitaire, notre pays vient de bénéficier des équipements de pointe destinés aux centres de santé pour enfants autistes et trisomiques ainsi que pour les centres de dialyse de Fran-

ceville (Haut-Ogooué) et de Port-Gentil (Ogooué-Maritime). À ces actions, s'ajoutent l'équipement du centre de formation professionnelle situé dans la commune d'Akanda qui sera opérationnel dans les tout prochains jours lors de la célébration du 60e anniversaire de la compagnie Royal Air Maroc qui dessert les deux pays au quotidien.

Sur le plan militaire, l'ambassadeur Abdellah Sbihi a salué la récente signature de l'accord de coopération militaire qui "s'imposait vu le niveau des relations bilatérales et dont le mérite revient au ministre gabonais de la Défense, Etienne Massard Kabinda Makaga". Lequel accord a été, d'après le diplomate, couronné par la décoration de l'attaché militaire, naval et de l'air près la mission diplomatique marocaine au Gabon et de quatre médecins colonels des forces armées royales spécialisés en radiologie, cardiologie, ophtalmologie et médecine d'urgence arrivés en fin de mission. Cette soirée commémorative a été agrémentée par des belles sonorités marocaines, qui ont bercé les convives.

## Congo/Droits de l'Homme

### Des ONG exigent des funérailles officielles pour les 13 jeunes morts dans un commissariat

AFP  
Brazzaville/Congo

DES organisations de la société civile congolaise ont appelé hier le gouvernement du Congo à organiser des funérailles officielles et un deuil national en mémoire de treize jeunes morts récemment dans un commissariat de police à Brazzaville.

"La plate-forme des organisations de la société civile demande qu'une

cérémonie officielle de funérailles soit organisée dignement par le gouvernement" en mémoire des 13 jeunes retrouvés morts dans un commissariat le 23 juillet, a déclaré son porte-parole Armel Malela.

La société civile demande également au gouvernement "d'observer un deuil national en mémoire de ces jeunes sacrifiés", a-t-il poursuivi en lisant une déclaration commune.

Trois jours après le drame, le ministre congolais de l'Intérieur Ray-

mond-Zéphirin Mboulou avait reconnu la mort de treize jeunes garçons dans le commissariat de Chaona, contredisant une précédente version du porte-parole du gouvernement.

"Une vingtaine de jeunes avaient été interpellés dont seize ont été placés en garde à vue au commissariat de Chaona (dans le quartier de Mpila). Dans la nuit du 22 au 23 juillet, treize d'entre eux y ont trouvé la mort", avait déclaré M. Mboulou en réponse à une question à

l'Assemblée nationale. Les autorités ne se sont pas prononcées aussitôt sur la demande des ONG mais M. Mboulou a reçu hier les familles des victimes.

"Il (le ministre Mboulou) nous a demandé d'avoir beaucoup de maîtrise, qu'on organise nos obsèques et ils (les dirigeants) vont nous accompagner pour entermer nos morts", a rapporté à l'AFP Alexandre Okemba, l'oncle d'une des victimes.

"Le ministre de l'Intérieur

nous a dit que les enterrements se feront de façon individuelle selon un programme arrêté par chaque famille", a-t-il ajouté.

"L'État a reconnu sa part de responsabilité (dans ce drame). Il faudrait qu'on se surpasse" maintenant, a estimé M. Okemba.

Une enquête administrative et judiciaire, impliquant l'Inspection générale de la police, a été initiée pour élucider les circonstances de la mort des treize jeunes garçons, selon les autorités.

## A travers le monde

• **Afghanistan/Attentats.** Près de 30 morts dans l'est



Un double attentat-suicide perpétré par des kamikazes dissimulés sous des burqas dans une mosquée chiite hier, à l'heure de la prière, a fait au moins 29 morts et 81 blessés dans une province reculée de l'est de l'Afghanistan, selon un bilan encore provisoire.

• **France-Grande-Bretagne/Diplomatie.** Macron reçoit May

Pour sa première soirée de vacances sur la Côte d'azur, Emmanuel Macron a reçu hier Theresa May pour s'entretenir des négociations sur le Brexit, qui patinent à l'approche du divorce entre Londres et l'Union européenne.

• **Iran/Sanctions.** Inquiétude à Téhéran

L'inquiétude prédomine chez les Iraniens à l'approche du retour lundi des sanctions américaines qui menacent de déstabiliser davantage une économie déjà fragilisée par la corruption et la mauvaise gestion.

• **Pologne/Politique.** L'appel des petits partis au président

Quatre petits partis politiques polonais ont appelé hier le président Andrzej Duda à opposer son veto à une réforme du mode de scrutin qui les bannit pratiquement du parlement européen.

• **Russie-Etats-Unis/Diplomatie.** Ingérence : Moscou dénonce une hystérie

La Russie a qualifié hier d'"hystérie" qui "ridiculise" les Etats-Unis les accusations d'ingérence russe dans le processus électoral américain, alors que les services de renseignement américains ont accusé Moscou de continuer à interférer.

• **Turquie/Justice.** Attentat en 2015 : prison à vie pour 9 personnes

Un tribunal turc a condamné hier à la prison à vie neuf personnes reconnues coupables d'avoir participé à l'attentat le plus meurtrier de l'histoire moderne de la Turquie qui a fait une centaine de morts devant la gare d'Ankara en octobre 2015